NOUVELLE MARCHE DES LIBERTÉS ET DES JUSTICES
Samedi 30 janvier 2021

Manifestation du collectif NON à la loi « sécurité globale » à LYON

Le Collectif NON à la loi « sécurité globale »,rassemble des militants de différents horizons :
CNNR, LDH, Solidaires, Attac, Fakir, YFC, Extinction Rebellion, Alternatiba ANV, Surveillons-les, Association des Victimes des Crimes Sécuritaires, Gilets Jaunes, UD CGT 69

Pour le samedi 30 janvier, il est à l'initiative d'un appel à manifester, dont sont signataires :
- Intersyndicale journalistes CFDT-CGT-FO-SNJ
- Syndicat de la magistrature - Lyon
- LDH (Ligue des Droits de l'Homme)
- UD CGT 69
- FSU 69
- Solidaires Rhône
- CNNR (Conseil National de la Nouvelle Résistance)
- Alternatiba ANV/Rhône et Youth For Climate Lyon
- ATTAC Rhône
- Assemblée des Gilets Jaunes de Lyon et environs
- Mouvement pour une alternative non-violente
- Comité de liaison contre les violences policières de Lyon
- Libre pensée Rhône
- Stop 5 G Lyon
- Fakir
- Association des victimes des crimes sécuritaires
- Comités du Rhône de Résistance et de Reconquête

Par cette manifestation, nous voulons marquer notre opposition aux textes suivants :

- Le projet de loi dit de « Sécurité Globale »
- Le projet « Confortant les principes de la République » (dit loi « Séparatisme »)
- Les décrets d’extension de la surveillance généralisée du 02/12/2020
- Le nouveau schéma national du maintien de l’ordre (SNMO).

TEXTE DE L’APPEL

Nouvelle Marche des Libertés
LYON - Samedi 30 janvier - Place Maréchal Lyautey rdv 13h00 - départ 14h

Deux mois d'une mobilisation nationale de grande ampleur et rien n'a changé. Pire. L'État et le gouvernement s'acharnent dans leurs atteintes aux libertés. Et nous continuerons à nous opposer.

En stoppant brutalement la manifestation de Lyon le 16 janvier, la Préfecture nous a fait l'honneur d'un aveu insconscient sur la légitimité de notre mouvement. Nous alertons sur un glissement liberticide et autoritaire et les faits nous donnent raison.

Le nouveau schéma national du maintien de l’ordre (SNMO) ne fait pas diminuer la violence des "forces de l'ordre. Avec ce changement de doctrine, l'usage de la force est toujours central et des blessés sont encore à déplorer, tout comme la volonté d'empêcher les journalistes de faire leur travail. Nous le dénonçons et nous y opposons !

Le projet de loi "sécurité globale", veut empêcher de filmer et documenter les actions de la police. C'est pourtant le seul moyen d'établir la vérité. Il porte des atteintes graves à la liberté d'informer et d'être informé. Nous le dénonçons et nous y opposons !

Dans une logique de "guerre des images" et de surveillance permanente, ce même projet veut développer la captation et la transmission en temps réel avec les caméras-piétons, généraliser l'usage de drones et ouvre grand la porte à la reconnaissance faciale. Nous le dénonçons et nous y opposons !

Par son concept de "continuum de sécurité", ce projet augmente considérablement les prérogatives des polices municipales, valide la circulation de policiers armés hors de leur heures de service dans des lieux accueillant du public et organise le transfert de missions régaliennes au profit de sociétés privées. La sécurité de la population ne sera plus un service public de l'État, mais un service du marché comme un autre. Nous le dénonçons et nous y opposons !

Dans la même dérive, l'État étend le fichage de masse et les fichiers PASP, GIPASP et EASP.
Nos opinions politiques et nos croyances, nos entourages et habitudes de vie, nos activités sur les réseaux sociaux ou même nos données de santé, n'ont pas à être consignées dans des registres, qui d'ailleurs présenteront des risques de fuites d'informations ou de traitement automatisés aveugles et arbitraires. Nous le dénonçons et nous y opposons !

Pour prétendument lutter contre les séparatismes, le gouvernement a fait une nouvelle proposition à l'Assemblée Nationale.
Dans la même logique de communication, celle-ci fût sournoisement rebaptisée "Projet de loi confortant le respect des principes de la République". Ce texte est très préoccupant : il restreint quasiment tous les droits et libertés publiques.
Nous partageons l'analyse du Syndicat des Avocats de France : en plus de la défiance et de la suspiçion envers les croyances religieuses en général et en particulier les musulmans, ce sont bien les libertés de conscience et de culte, d'association et de réunion, les libertés d'expression et d'opinion, de la presse et de l'enseignement, qui sont encore une fois visées. Nous le dénonçons et nous y opposons !

Nous rappelons que la CNCDH, la Défenseure des Droits, l'ONU, la Commission et le Parlement Européen, le Conseil de l'Europe s'émeuvent de ces projets liberticides et ont à plusieurs reprises enjoint le gouvernement français à respecter les Droits de l'Homme.

Pour ces raisons et contre ces lois liberticides, qui tournent le dos aux principes fondamentaux de notre démocratie, nous appelons toutes les citoyennes et tous les citoyens de Lyon et environs à descendre dans la rue le samedi 30 janvier pour une nouvelle manifestation déclarée et pour exiger le retrait total de la proposition de loi "sécurité globale", du projet de loi dit "séparatisme", du SNMO et des décrets scélérats du 2 décembre 2020 sur le fichage de masse.
Et pour que ce gouvernement s'applique enfin à lui-même ses injonctions à respecter les principes de la République !

Le rendez-vous et le parcours précis seront communiqués dès que possible.

Les horaires probables pour l'après-midi devraient être :

13h : rendez-vous
13h30 : prises de parole
14h : départ en manifestation

Nous ne voulons pas d'un Etat policier de surveillance généralisée et nous ne laisserons pas la France devenir un régime autoritaire, qui traque ses opposants et des pans de plus en plus larges de sa population.

Ne les laissons pas faire !

Nous contacter :
Téléphone :

Mail :
collectif.non-lsg@protonmail.com
Facebook :
https://www.facebook.com/pplsecuriteglobale
Twitter :
@LoiSecurite